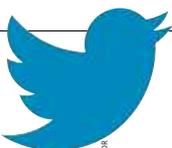


## Technologie

A l'image de Twitter, choisir le Nasdaq pour une cotation n'est plus une évidence Page 17



## Histoire

La Grèce honore un ancien banquier genevois Page 15

SMI	8061,36 +0,08%	Dollar/franc	0,9113
Euro Stoxx 50	2922,99 -0,15%	Euro/franc	1,2281
		Baril Brent/dollar	108,90
		Once d'or/dollar	1333

## La Birmanie, un eldorado plus sélectif qu'il n'y paraît

**> Investissement**  
Un ancien banquier helvético-birman conseille aux Suisses d'attendre leur heure

**> DKSH et SGS sont déjà bien implantés, Nestlé est en position d'attente**

Servan Peca

Le nouvel éden asiatique, c'est la Birmanie. Depuis que le régime a ouvert la porte aux réformes, les entreprises occidentales s'y précipitent. Personne ne veut manquer l'éclosion d'une économie de 60 millions de consommateurs et que les observateurs optimistes comparent souvent à la Thaïlande des années 1990.

Les parallèles ont pourtant leurs limites, prévient d'emblée Aung Thura: «Les Birmanais n'ont pas le pouvoir d'achat des Thaïlandais.» La semaine dernière, ce consultant helvético-birman basé à Rangoun

était invité à Yverdon-les-Bains par Switzerland Global Enterprise (ex-Osec) pour détailler les opportunités qui s'offrent aux PME suisses.

Cet ancien spécialiste des produits dérivés exotiques à la Banque Cantonale de Zurich a d'abord déploré le peu d'intérêts suisses dans son pays d'origine, bien que la

De début janvier à fin août, les exportations suisses en Birmanie ont plafonné à 6,5 millions de francs

Suisse ait levé la plupart des sanctions à son encontre et qu'une présence diplomatique y ait été inaugurée l'an dernier. En termes d'investissements, la Suisse n'est même pas répertoriée dans le classement établi par l'administration birmane. Les échanges commerciaux peinent aussi à décoller: entre début janvier et fin août, les exportations suisses plafonnent à 6,5 millions de francs. Dont 5,6 millions découlent des industries chimique, pharmaceutique, horlogère et de précision. A l'inverse, trois quarts des 11,6 millions

d'importations ont concerné des pierres et des métaux précieux.

Certaines sociétés suisses ont néanmoins déjà un, voire deux pieds en Birmanie. Il y a le spécialiste de la certification SGS, présent à Rangoun depuis des dizaines d'années. Le groupe y emploie environ 150 personnes, surtout dans le secteur agricole, mais aussi dans les domaines pétroliers et industriels. Des activités qui ne demandent qu'à être développées, confie Jean-Luc de Buman, responsable du développement stratégique. DKSH y est depuis 1996. L'entreprise compte aujourd'hui 1300 employés et propose ses services intégrés dans l'enregistrement des produits, le marketing ou la distribution. A en croire Aung Thura, le profil de la représentation privée suisse en Birmanie est assez symbolique de la situation actuelle. On y croise surtout des multinationales. Logique: «Les grands bénéficient d'un meilleur accès aux autorités et aux offres publiques, ils sont mieux protégés, détaille-t-il. Pour une PME, c'est un marché assez difficile.»

De petites entités suisses, il y en a quand même, surtout dans le tourisme. Thurgau Travel organise des croisières fluviales sur l'Irrawaddy.



Mandalay. La Cité des bijoux, devenue le hub commercial de Birmanie, connaît une flambée des prix des terrains. Les prix peuvent aller jusqu'à plusieurs milliers de dollars par m<sup>2</sup>. MANDALAY, 30 MAI 2013

Quelques restaurateurs et hôteliers suisses se sont aussi lancés.

Logique aussi: le tourisme est l'un des secteurs en pleine expansion, avec les télécoms, les infrastructures, l'électricité, la santé ou l'éducation, pour lesquels le gouvernement dépense de plus en plus. Pour le reste, mieux vaut attendre son heure, insiste Aung Thura. Les délais? Entre cinq et dix ans pour les banques, les assurances ou la distribution. Et environ une décennie pour produire sur place, ou y vendre des biens de

luxe de façon régulière, et non pas ponctuelle, comme c'est aujourd'hui le cas. L'une des illustrations de cet entre-deux, c'est Nestlé. La multinationale a déjà créé la société Nestlé Myanmar, mais «examine la situation et étudie différentes options», ajoutant qu'il serait prématuré de s'étendre sur ses plans commerciaux dans le pays.

Responsable romand de Switzerland Global Enterprise, Sylvain Jaccard confirme cette posture attendiste. «Les demandes augmen-

tent. Mais nous n'en sommes qu'au stade de la prospection. Rien de bien concret pour le moment.» Il faut garder à l'esprit que l'économie birmane reste modeste, ajoute la direction de DKSH. Il faudra un certain temps pour qu'elle atteigne son plein potentiel. «La Birmanie n'est pas une île vierge, rappelle quand même Aung Thura. Quantité de sociétés locales occupent déjà certains secteurs. Mais la qualité n'est pas toujours au rendez-vous. Il y a de la place pour faire mieux, ou pour les aider à s'améliorer.»

## Le parachute doré du directeur de Nokia secoue la Finlande

**> Technologie** Le fabricant de smartphones tente de justifier les 18,8 millions d'euros promis à Stephen Elop. Des ministres sont intervenus

Deux ministres qui dénoncent, un président du conseil d'administration qui tente de se justifier, et le principal intéressé qui se tait. Jeudi, Risto Siilasmaa, président de Nokia, a tenté de contenir l'incendie qui a éclaté la semaine passée. Le fabricant finlandais de téléphones publiait alors le montant – 18,8 millions d'euros, soit 23,3 millions de francs, plus de quatre ans de son salaire actuel – que touchera Stephen Elop lors du rachat effectif de Nokia par Microsoft. Jeudi, dans la presse finlandaise, Risto Siilasmaa s'est dit «fier» d'avoir pu faire modifier le

contrat de travail de son futur directeur. Le 2 septembre, la veille de l'annonce du rachat de Nokia, Risto Siilasmaa a réussi – selon ses dires – à faire en sorte que Microsoft paie 70% du parachute de Stephen Elop. Nokia ne devant plus assumer que 30% de l'enveloppe, contre 100% précédemment.



La somme globale n'est donc pas modifiée, et «le changement a été fait pour défendre l'intérêt de No-

kia», a plaidé Risto Siilasmaa. Une manière de répondre aux propos du premier ministre finlandais, qui a parlé de somme «folle» et «incompréhensible pour la raison commune». Et à ceux de la ministre des Finances, Jutta Urpilainen, qui a appelé les entreprises du pays à la «modération» salariale.

### «Manœuvre intelligente»

Que penser des sommes évoquées? «J'estime que Nokia a manœuvré de manière intelligente en n'assumant plus que 30% de la somme, analyse Alain Sala-

min, chargé de cours à HEC Lausanne et fondateur de AS-HR Consulting. Mais, tout de même, la somme est ahurissante au regard des performances du directeur et de l'état de la société au moment de son départ.» Y a-t-il, au niveau mondial, une échelle des parachutes dorés? «Non, poursuit le spécialiste. Mais l'on estime en général que plus la société est en difficulté au moment de l'arrivée d'un directeur, plus celui-ci pourra avoir un paquet de départ conséquent. C'est ce qui était arrivé à Mario Corti, qui avait une situation «enviable» chez Nestlé

avant de diriger Swissair. Avant de partir chez Nokia, Stephen Elop était haut responsable chez... Microsoft.

### Divorce en toile de fond

L'homme au centre de la polémique se tait, pour l'heure. Selon la presse finlandaise, relayée par le *Financial Times*, Risto Siilasmaa aurait demandé à Stephen Elop de renoncer à une partie de son parachute, ce qu'il aurait refusé le directeur de Nokia. Stephen Elop aurait argué de son divorce. Il se sépare actuellement de son épouse, qui réside aux Etats-Unis, selon le

*Guardian*. D'après la loi finlandaise, sa femme aurait droit à la moitié de son parachute doré, et Stephen Elop ne parviendrait pour l'heure pas à la convaincre de renoncer à une partie de celui-ci.

Les actionnaires de Nokia se prononcèrent le 19 novembre sur le rachat par Microsoft. Pourront-ils influencer directement sur l'enveloppe de Stephen Elop? «Non, car cela fait partie de son contrat, assure Alain Salamin. Si les actionnaires devaient refuser le rachat, le parachute ne serait pas contre plus valable. Anouch Seydtaghia